



Sommaire

page 1	Edito:	Pérou: la résistance indigène à la destitution de leur président
pages 2-3	Projet:	Guatemala: à Quetzaltenango, les sages-femmes toujours mobilisées
page 4	Analyse:	Bukele s'attaque aux communautés historiques du FMLN: soutien au Salvador!
pages 4-5	Analyse:	Dans le viseur du capital financier
page 6	En bref	1 ^{er} mai: rendez-vous sur le stand de la CSSR Un stage et un diplôme réussis Une belle surprise: encore la Maternité de Rocha

Edito

Pérou: la résistance indigène à la destitution de leur président

Depuis le 7 décembre 2022, le peuple péruvien, en particulier les indigènes, montre au monde entier la dignité et la force de sa résistance.

Lorsque, ce jour-là, Pedro Castillo, premier président indigène, lit sa déclaration de fermer temporairement le parlement et de convoquer une assemblée constituante (pensant ainsi éviter son éviction par un parlement hostile), il est jeté en prison et accusé de coup d'état. Peu de politiques prennent sa défense, d'autant plus qu'immédiatement la vice-présidente Dina Boluarte assume la présidence, ayant tout concocté au préalable avec le parlement dominé par la droite.

Les multinationales, l'oligarchie, les partis de droite ont tenté leur coup: écarter le président Castillo. Celui-ci venait de décider, en accord avec les organisations indigènes, de ne pas renouveler les concessions minières et pétrolières, celles-là même accordées pour 30 ans aux grandes compagnies par l'ancien président Fujimori, avant d'évaluer les dégâts aux fleuves du pays et à l'environnement, l'empoisonnement au plomb des enfants d'Amazonie et le montant des millions de dollars d'impôts impayés par les entreprises minières.

Mais la droite n'avait pas compté avec la résistance du peuple péruvien, en particulier celle des peuples indigènes. Depuis maintenant 7 semaines, au prix de 60 manifestant-es tué-es par balle par la répression, des dizaines de manifestations et de

barrages bloquent le pays aussi bien au sud (centre de la résistance) qu'à Lima. Les manifestant-es exigent la libération de leur président, Pedro Castillo, et la convocation d'une constituante, pour une nouvelle constitution donnant des droits aux peuples indigènes sur leurs territoires ancestraux. Devant la terrible répression qu'ils-elles subissent, déterminé-es mais non armé-es, ils-elles exigent justice pour leurs mort-es contre la traîtresse Dina Boluarte.

La leader indigène, paysanne et féministe, Lourdes Huanca est actuellement en tournée en Europe pour expliquer pourquoi Pedro Castillo reste leur président et comment il s'est organisé avec ses sœurs et ses frères indigènes pour mettre en œuvre un programme politique qui prenne en compte les revendications des peuples indigènes. Car ces derniers ont compris que si Pedro Castillo n'a pas pu réaliser son programme, c'est que l'oligarchie et les partis de droite, au service des multinationales, ont tout fait pour lui barrer la route.

Les peuples indigènes ne laissent pas tomber le président qu'ils avaient réussi à élire en rassemblant chaque vote, parfois en devant marcher plusieurs jours pour aller voter, parce que c'est lui qui représente leurs revendications et leur vision d'un monde plus juste et respectueux de la nature. Notre solidarité doit être à la hauteur de leur lutte.

Gérald Fioretta

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêtnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Guatemala: à Quetzaltenango, les sages-femmes toujours mobilisées

En septembre 2022, Béatrice Junod, infirmière et membre de la CSSR, s'est rendue au Guatemala pour visiter les projets soutenus dans les départements du Petén et de Quetzaltenango. Nous avons recueilli son récit, en voici la 2^{ème} partie.

Béatrice Junod, propos recueillis par Alicia Pary

Béatrice a conduit des entretiens avec l'équipe du projet, les responsables de la CODECOT, les acteurs-trices et bénéficiaires du projet, ainsi que des responsables universitaires, des autorités et employé-es du système sanitaire local.

Rappelons que le projet, prévoit deux objectifs: 1) augmenter le nombre des sages-femmes traditionnelles et la qualité de leur formation et 2) permettre la prise en charge intégrale des femmes enceintes du département.

La situation sanitaire n'a pas facilité la mise en œuvre du projet durant ces premiers mois. En effet, une reprise de la Covid en mars a provoqué l'arrêt des activités de formation des groupes dans 16 municipalités, 32 ateliers n'ont pas pu être organisés.

Autre grave conséquence de la pandémie, la mortalité maternelle a connu un pic en 2020. Les chiffres du Ministère de la santé pour le département de Quetzaltenango montrent qu'en 2014, il y avait un taux de 115 décès pour 100'000 naissances vivantes. La courbe est descendue à 49,3 décès en 2019 et est remontée à 167 en 2020. Ce taux de décès est dû aux restrictions de mouvement dues à la Covid. Par crainte de contagion, les femmes ne se rendaient plus aux centres de santé pour se faire suivre, les sages-femmes ne pouvaient plus suivre autant de



Les locaux et le centre de formation de la CODECOT, septembre 2022
© Heidi Blaser

patientes. La majorité des décès ont eu lieu dans les hôpitaux publics à la suite de complications sérieuses.

Le travail quotidien des sages-femmes s'en est également trouvé modifié: depuis le début de la pandémie, les sages-femmes ne peuvent plus rester avec leur patiente, celle-ci doit entrer seule dans les Centres de prise en charge intégrale materno-infantiles (CAIMI), ces structures de soin spécialisées dans le suivi des grossesses à risques, mises en place dans les années 2000 pour contrer la mortalité maternelle. En outre, elles ne peuvent plus accompagner des accouchements au sein des CAIMI, comme cela se

faisait auparavant. Ces mesures sont dues au fait qu'une grande partie des habitant-es des communautés ne sont pas vacciné-es.

En raison de cette limitation, mais pas uniquement, le nombre d'accouchements pris en charge par les sages-femmes a baissé régulièrement ces dernières années. Depuis plusieurs années, le gouvernement n'autorise plus les sages-femmes à procéder à l'accouchement des primipares, qui doivent obligatoirement se rendre à l'hôpital. Certaines refusent et attendent que le travail ait commencé pour appeler la sage-femme. Celle-ci doit informer le centre de santé, donner les raisons de l'accouchement à domicile et le

centre de santé met une note dans le dossier. Une autre raison pourrait résider dans le fait que les sages-femmes sont globalement mieux formées et réfèrent plus souvent leurs patientes en cas de risque à l'accouchement.

C'est en tout cas l'avis de Brisly Galvez, infirmière au centre de santé de Quetzaltenango. Selon elle, la collaboration avec la CODECOT a permis que les femmes souffrant de complications soient envoyées plus rapidement à l'hôpital, diminuant ainsi le nombre de décès maternels. Reste que certains problèmes perdurent: le manque de place et de moyens dans les hôpitaux, la difficulté pour les femmes à utiliser une contraception face aux réticences ou refus de leur conjoint.

Béatrice a interviewé plusieurs candidates au diplôme universitaire de sage-femme du Centre universitaire d'Occident CUNOC, affilié à l'Université publique San Carlos. En voici un exemple: Crecencia Olivia Banaca Perez, 57 ans, habite dans la ville de Quetzaltenango, mais travaille aussi dans deux autres départements. Elle était sage-femme avant de faire la formation de la CODECOT. Elle désirait avoir plus de connaissances pour effectuer son travail de sage-femme et a été contente de pouvoir suivre les cours de la CODECOT.

En juillet 2022, elle a commencé la formation universitaire. Comme il n'y avait pas de suffisamment de salles disponibles à l'université, certaines se trouvaient à San Carlos et les autres dans les locaux de la CODECOT par visioconférence. Pour Crecencia, cela représentait une difficulté car la connexion internet n'était pas très bonne.

Elle trouve que la méthodologie utilisée par les enseignant-es est



Béatrice Junod et les membres du Conseil directif de la CODECOT, septembre 2022 © Heidi Blaser

adaptée, les thèmes sont approfondis, cela lui demande un effort certain, car cela fait longtemps qu'elle n'a pas étudié. Ce qu'elle préfère, ce sont les cours sur la cosmovision maya, connaître ses origines et la relation avec la culture maya.

Dans les conversations qu'elle a menées avec les responsables du diplôme universitaire, on sent un grand enthousiasme pour le travail des sages-femmes et ce diplôme novateur. Plusieurs

responsables recommandent de produire plus de recherches sur le travail réalisé par les sages-femmes, que ce soit pour demander des fonds pour la continuité du programme ou défendre un projet de loi. «Il s'agit aujourd'hui de mettre en évidence de manière scientifique ce que font les sages-femmes et l'influence qu'elles ont sur la santé publique», déclare Mme Maria Luz Lima, professeure en charge du diplôme du troisième cycle.



Béatrice Junod interroge Crecencia Banaca, septembre 2022 © Heidi Blaser

Bukele s'attaque aux communautés historiques du FMLN: soutien au Salvador!

Par Gérald Fioretta, membre de l'Association de solidarité Nicaragua-Salvador (ANS)

Le 11 janvier 2023, la répression du régime de Bukele s'est abattue sur la communauté de Santa Marta, département de Cabañas, au Salvador. Cinq combattants historiques du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale) ont été arrêtés sous prétexte d'un crime commis pendant la guerre en 1980. Il n'y a pas de nouvelles concernant leur lieu de détention, étant donné l'état d'exception imposé dans le pays.

À l'évidence, le régime s'attaque aux leaders de la communauté de Santa Marta parce qu'elle a mené pendant des années des luttes victorieuses contre les mines de la zone, afin de préserver son ter-

ritoire et en particulier son eau. Or, Bukele veut relancer l'exploitation des mines. Il profite donc de l'état d'exception pour arrêter les résistant-es et suspendre les lois préservant l'environnement.

De plus, la communauté de Santa Marta fait partie des communautés populaires qui s'opposent à l'état d'exception et qui se solidarisent avec les victimes de cette mesure à travers tout le pays: jeunes dénoncé-es fausement comme délinquant-es, syndicalistes luttant simplement pour toucher leur salaire, paysan·nes dépouillé-es de leur terre pour laisser place à des mégaprojets... fantômes.

La communauté de Santa Marta, tout comme celles de Tecoluca, Jiquilisco, Guarjila, Cinquera, sont des communautés engagées historiquement avec le FMLN, et dont les familles avaient dû se réfugier au Honduras pendant la guerre pour échapper à l'anéantissement. Avec les accords de paix, ces familles avaient repeuplé les villages et continué la lutte.

Plusieurs comités de solidarité ou ONG solidaires avec l'Amérique centrale d'Allemagne et de Suisse, comme la CSSR, ont envoyé un «saludo» à la communauté de Santa Marta, se joignant ainsi au réseau national et international qui soutient ces communautés résistantes.

Dans le viseur du capital financier

Par Aude Martenot & Luisa Sanchez

Dans notre monde, le capital financier peut circuler en toute liberté, tandis que des millions de personnes sont contrôlées, criminalisées et interdites de séjour parce qu'elles sont pauvres mais qu'elles ont néanmoins osé user de leur droit fondamental de migrer. Et ce même capital financier dispose d'alliées considérables, qui n'hésitent pas à régenter toute l'économie, y compris la solidarité internationale: les banques.

Impossible de soutenir Cuba

Dans notre bulletin de décembre 2019 (n°173), nous mettions en lumière les entraves que connaissent certaines associations humanitaires pour envoyer des fonds à Cuba afin de poursuivre leurs activités. UBS et Crédit Suisse n'avaient jamais caché leur soutien au blocus contre Cuba et leur soumission à l'ordre étasunien. La nouveauté, c'était que PostFinance avait également décidé de stopper ces envois de

fonds. Pourquoi une opposition si violente, similaire à celle imposée à la Russie à la suite de l'invasion de l'Ukraine, contre un pays qui ne cause de tort à personne?

Les explications fournies par PostFinance ont montré une précipitation à répondre aux demandes américaines avant même que celles-ci ne leur soient imposées. Il s'agirait de ne pas fâcher le roi dollar! Heureusement, la pression collective a permis d'obtenir un répit auprès de PostFinance...

mais jusqu'à quand?

Depuis, les choses se sont corsées et multipliées. Le blocage concerne à présent aussi de petits virements qui ne sont pas destinés à l'étranger, mais d'un compte privé suisse vers un autre compte bancaire suisse. Ainsi, PostFinance et les banques cantonales refusent les ordres de paiement internes dès que le mot «Cuba» apparaît dans le système. Motif invoqué: «Le traitement des paiements en lien avec Cuba est devenu en grande partie impossible en raison du régime des sanctions étasunien. L'entreprise a donc décidé de ne plus effectuer aucun paiement en relation avec Cuba.»¹.

Et ça ne s'arrête pas là!

Par ailleurs, ce n'est pas seulement Cuba qui est visée. La CSSR s'est vu interdire des virements nationaux pour la mention des termes «Kurdistan» et «Iraq». Lorsque nous avons demandé la raison de ces blocages, il nous a été répondu que c'est parce qu'il existe un embargo contre l'Iraq. Mais nous n'envoyons rien en Iraq! Il s'agit d'une très ancienne mention dans le virement d'une personne âgée qui verse tous les mois 10 CHF de soutien à la CSSR. Quant au Kurdistan, c'est encore plus effarant: PostFinance n'a même pas pu nous expliquer pourquoi ce virement était entravé!

En janvier 2021, à la suite du blocage de ce virement lié au terme «Iraq», PostFinance a imposé à la CSSR de signer une «Déclaration concernant le respect des sanctions actuellement en vigueur». Cette déclaration nous demande de certifier que nous n'allons pas à l'encontre des sanctions écono-

miques prévues contre certains pays. Or, cela concerne nos liens avec le Nicaragua, pas l'Iraq!

Urgence humanitaire? Il faut d'abord montrer patte blanche!

Lorsqu'une région et sa population sont confrontées à des catastrophes, comme c'est le cas du récent séisme en Turquie et en Syrie, les organisations humanitaires doivent pouvoir agir vite et sans entraves administratives. Les associations locales, déjà sur place, connaissant bien le terrain, sont des acteurs clés pour répondre aux besoins les plus urgents; et pour le faire, elles ont besoin de fonds. Mais les technologies, sensées faciliter les choses, sont celles qui mettent des bâtons dans les roues. Le système SWIFT³ bloque n'importe quelle transaction du moment qu'un des termes de la «liste noire» apparaît, peu importe l'importance du transfert, ni le nombre de vies en jeu.

N'est-il pas incroyable que des associations qui reçoivent des fonds pour des projets de la part

d'institutions publiques suisses (DDC) et cantonales (FGC, Fedevaco), soient entravées dans leur travail par des institutions financières, également suisses, alors même que l'aide humanitaire est exemptée des politiques d'embargo et autres sanctions⁴?

Cette obéissance anticipée des banques est inadmissible. Dans notre monde, la liberté est un concept qui se comprend assurément dans un seul sens: en faveur des puissant·es et au détriment des opprimé·es!

¹ Campagne «Unblock-Cuba»: unblock-cuba.org/appel-2020/

² www.blackagendareport.com/sanctions-wrecking-ball-global-economy-0

³ Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication est une société coopérative de droit belge, détenue et contrôlée par ses adhérents parmi lesquels se trouvent les plus grosses banques mondiales. Sa principale fonction est de servir de réseau par lequel les messages permettant d'initier les paiements internationaux sont échangés.

⁴ Résolution 2664 de l'ONU, 2 décembre 2022

**Faites un don avec
TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



1^{er} mai: rendez-vous sur le stand de la CSSR

Pour la première fois depuis plusieurs années, le rendez-vous syndical et des luttes genevoises du 1^{er} mai aura lieu à nouveau au Parc des Bastions! La CSSR vous invite à la rejoindre dans le cortège et sur son stand, tout l'après-midi.

Un stage et un diplôme réussis

Olivia Albertoni, membre de la CSSR, a effectué un stage au secrétariat puis est partie en 2022 réaliser son travail de master en Géographie du développement sur le terrain, auprès du projet que nous soutenons en Equateur. Elle a brillamment soutenu son mémoire en février dernier. Bravo à elle!

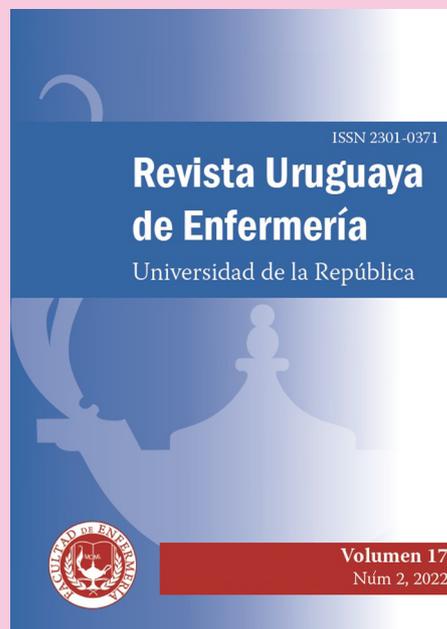
Une belle surprise: encore la Maternité de Rocha (Uruguay)

La Revue Uruguayenne d'Infirmierie du 3 août 2022 a publié en espagnol, portugais et anglais les résultats de l'enquête menée à la Maternité de Rocha au sujet de «L'humanisation des soins de santé» dans cette Maternité. En fait, il s'agit simplement d'une investigation concernant... le projet de la CSSR et ses suites! Dirigée par la Dre G. Castellano Bentancur, c'est néanmoins la sage-femme Miriam Verges qui a été notre interlocutrice et la principale répondante du projet. Et la FGC, citée en fin d'article, comme seul et unique appui de cette initiative.

Ci-après un résumé du résumé de l'enquête:

«La notion d'humanisation des soins de santé apparaît comme une conséquence des progrès des technologies médicales. L'accouchement hospitalier a diminué la mortalité maternelle, au prix d'une déshumanisation de la prise en charge.... Le projet d'humanisation des soins comportait la formation de toute l'équipe de la maternité, la sensibilisation des femmes enceintes et des couples à leurs droits pendant la grossesse, l'accouchement et le post-partum... Dès le départ, une évaluation de la nouvelle prise en charge est prévue... Les résultats montrent une diminution des césariennes, une augmentation de l'accompagnement (par un·e membre de la famille) pendant l'accouchement, une augmentation des positions non-gynécologiques pendant l'accouchement, des améliorations dans la protection du périnée, une augmentation du contact peau à peau entre la mère et l'enfant et une adhésion importante des usager·ères avec le projet.»

Viviane Luisier



Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève Tél: +41 22 329 59 37
css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

– info@

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1500 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an